



Communiqué de presse AG/EF/458

Deuxième Commission
31e séance – après-midi

L'IMPACT DESASTREUX DE L'OCCUPATION ISRAËLIENNE SUR L'ECONOMIE ET LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNES EST DÉNONCÉ À LA DEUXIÈME COMMISSION

60% de la population palestinienne, dont 31% sont au chômage, vivent avec moins de 2,15 dollars par jour, révèle l'OIT

Poursuivant cet après-midi ses travaux, la Commission économique et financière (Deuxième Commission) a achevé l'examen de la question de la souveraineté du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles.

Ce débat, à l'instar du précédent, a été l'occasion, pour l'ensemble des délégations qui sont intervenues, de dénoncer les conséquences économiques et sociales dévastatrices de l'occupation israélienne dans les territoires occupés. Les délégations ont salué la pertinence du rapport réalisé sur ce sujet par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Elles ont dénoncé non seulement la construction d'un mur de séparation, qualifié de « mur d'apartheid et de racisme » par le représentant syrien, mais aussi les assassinats ciblés, les expulsions de populations palestiniennes, et la confiscation de terres agricoles par Israël. A cet égard, elles ont exhorté le gouvernement d'Israël à « mettre un terme à sa politique d'occupation, à cesser la construction du mur et à revenir à la table des négociations. »

Illustrant les conséquences de l'occupation des territoires palestiniens et arabes, la représentante de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a indiqué que le nombre de personnes pauvres y avait triplé entre 1999 et 2002. Soixante pour cent de la population vivent aujourd'hui avec moins de 2,15 dollars par jour, alors que ce chiffre n'était que de 20% en 1999, a-t-elle précisé en ajoutant que pendant la même période le taux de chômage avait atteint 31% de la population active. Elle a présenté un programme lancé par l'OIT en 2002, qui vise à renforcer les capacités locales dans l'intérêt des travailleurs et des entrepreneurs, et qui consiste notamment en la mise en place d'un fonds palestinien pour la protection sociale.

A l'issue du débat, faisant usage de son droit de réponse, le représentant d'Israël a regretté que la Deuxième Commission soit « utilisée » pour accuser son pays de tous les maux. Il a rejeté le rapport sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne, qu'il a qualifié de « document sélectif et partial », car il évite toute référence au terrorisme palestinien. Il a déclaré que ces questions relevaient de négociations bilatérales, en estimant que le débat ouvert au sein de la Commission risquait de remettre en question les efforts déployés par le Quatuor (Etats-Unis, Fédération de Russie, Union européenne et Nations Unies). Le représentant de la Syrie et l'Observatrice de la Palestine ont également usé de leur droit de réponse, la représentante

palestinienne déclarant que l'occupation israélienne était responsable de la grave dégradation économique et sociale qui prévaut dans les territoires occupés.

La Deuxième Commission a, par ailleurs, entendu la présentation d'un rapport sur le Rôle des Nations Unies en faveur du développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance, dans l'optique du débat qui aura lieu demain matin sur ce thème. M. Saburland Khan, Directeur de la Division d'appui au Conseil économique et social du Département des affaires économiques et sociales (DESA), a indiqué que ce rapport s'inscrivait dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire (ODM), et a insisté sur la nécessité d'une gestion plus efficace de la mondialisation au bénéfice des pauvres. Il a mis l'accent sur la nécessité de tenir compte de l'interdépendance croissante entre le commerce, l'investissement, les technologies, et les migrations dans les démarches visant à promouvoir la réalisation des ODM.

La Deuxième Commission entamera demain, mardi 11 novembre à 10 heures, l'examen du point de son ordre du jour relatif à la mondialisation et l'interdépendance. Elle entendra auparavant la présentation des conclusions du récent Dialogue de haut-niveau sur le financement du développement, que lui fera le Président de l'Assemblée générale.

SOUVERAINETE PERMANENTE DU PEUPLE PALESTINIEN DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPE, Y COMPRIS JERUSALEM-EST, ET DE LA POPULATION ARABE DANS LE GOLAN SYRIEN OCCUPE SUR LEURS RESSOURCES NATURELLES

Suite du débat général

Mme ANA THERESA ROMERO, Organisation internationale du Travail (OIT), s'est inquiétée que le niveau et le nombre de pauvres aient triplé dans les territoires palestiniens occupés entre 1999 et 2002. Soixante pour cent de la population vivent aujourd'hui avec moins de 2,15 dollars par jour, alors que ce chiffre n'était que de 20% en 1999, a-t-elle précisé en ajoutant que pendant la même période le taux de chômage avait atteint 31% de la population. Aujourd'hui, les Israéliens et les Palestiniens se trouvent pris dans un piège où la violence crée la pauvreté et le chômage. La représentante a assuré que l'OIT ferait tout ce qui est en ses moyens pour promouvoir l'emploi et le dialogue social comme un préalable à la paix sociale. Elle a présenté un programme lancé par l'OIT en 2002, qui vise à renforcer les capacités locales dans l'intérêt des travailleurs et des entrepreneurs, et qui consiste notamment en la mise en place d'un fonds palestinien pour la protection sociale. Le projet intitulé «Dialogue social et civil pour la reconstruction et la réconciliation» vient d'être approuvé, et devrait être lancé en 2004 dans le but de renforcer le dialogue social entre Palestiniens et Israéliens.

M. RADZI RAHMAN (Malaisie) s'est dit préoccupé par les incidences graves de l'occupation israélienne sur les conditions de vie des Palestiniens. Il a dénoncé des actes tels que le recours excessif à la force, les détentions arbitraires, les démolitions de logements ou encore la destruction de terres arables. Ces mesures, a-t-il rappelé, violent, de manière flagrante, la quatrième Convention de Genève, les résolutions de l'ONU et le droit international. Le représentant s'est dit consterné par le nombre de morts et de blessés parmi les civils innocents des deux côtés. Il a accusé Israël de faire preuve de mépris face à la vie et à la sécurité de la population civile des territoires occupés, et même des enfants, dont 500 ont perdu la vie. Il s'agit d'une situation inacceptable, a poursuivi le représentant en s'attardant sur la détérioration de la situation humanitaire d'une population déjà opprimée et défavorisée, et maintenant humiliée et ignorée. Accusant en outre Israël d'exploitation illégale des ressources naturelles des Palestiniens, le représentant a souligné à quel point les perspectives de développement du peuple palestinien restent sombres. Citant les chiffres «horribles» selon lesquels 60% de la population palestinienne vivent avec 2 dollars par jour, 100 000 Palestiniens souffrent de handicaps divers, et 9,3% des enfants de la malnutrition, le représentant a, après avoir déploré la situation dans le Golan arabe syrien occupé, réitéré la position de son pays selon laquelle Israël doit mettre fin à son occupation et honorer ses obligations internationales.

L'occupation illégale à laquelle se livre Israël est la cause directe de la situation dans le territoire occupé. Le droit des Palestiniens et des autres Arabes des territoires occupés à leurs ressources naturelles doit être réaffirmé et rétabli. La communauté internationale doit appeler les parties concernées à poursuivre vigoureusement le processus de paix, a conclu le représentant.

M. ISSA AL-KAWARI (Qatar) s'est inquiété des conséquences économiques et sociales de l'occupation israélienne qui sont dévastatrices. Il a défendu les droits et la souveraineté des citoyens arabes et palestiniens sur leurs ressources naturelles. Il a rappelé toute l'importance de la déclaration de principe, signée entre l'OLP et Israël, qui a mis en lumière la nécessité du retrait total d'Israël de tous les territoires occupés comme préalable à la paix. Il a insisté pour que soit préservée la liberté de mouvement des biens et des personnes dans les territoires occupés et la cessation de tous les actes arbitraires de l'occupant à l'encontre du peuple palestinien. Il s'est notamment inquiété des conséquences de l'occupation israélienne sur la santé et l'éducation des femmes et des enfants. Il a cité l'augmentation tragique du taux de chômage et du pourcentage de Palestiniens vivant sous le seuil de pauvreté. Qualifiant la source de cette crise de «politique», il a souligné la nécessité de prendre des mesures politiques pour mettre un terme au blocus dont souffre le peuple palestinien.

M. BISHAR AL-KHASAWNEH (Jordanie) a souligné que les conditions de vie des Palestiniens et des Syriens du Golan occupé ne cessaient de se détériorer du fait de la politique d'Israël qui s'oppose au droit international et aux règles contraignantes existantes. Le représentant a jugé regrettable qu'Israël choisisse d'ignorer les résolutions de l'ONU, ce choix caractérisant désormais les relations entre ce pays et l'Organisation. Fustigeant Israël pour son exploitation illégale des ressources naturelles du peuple palestinien, le représentant a jugé que les actes des soldats israéliens et des colons armés sont venus s'ajouter aux problèmes que connaissent les Palestiniens pour accéder à ces ressources. Nous sommes alarmés, a-t-il dit, par la poursuite des activités de colonisation et par les confiscations de terres sous des prétextes fallacieux. Ces activités menacent les perspectives de création d'un Etat palestinien en compromettant ses moyens de survie, averti le représentant en prévenant aussi que le mur de séparation empêchera le peuple palestinien d'exercer sa souveraineté sur ses propres ressources. Rappelant les efforts de paix déployés par son pays, il s'est dit convaincu que l'émergence d'un Etat indépendant viable sur la totalité du territoire, y compris Jérusalem-Est, et le retrait complet des forces armées israéliennes sont les conditions préalables à la paix dans la région et à la sécurité des deux peuples. Il a donc appelé Israël à mettre un terme à sa politique actuelle, à arrêter la construction du mur et à revenir à la table des négociations.

M. MAJDI RAMADAN (Liban) s'est félicité de la qualité du rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale qui dénonce les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne dans les territoires occupés. Il a dénoncé les actes abominables commis par les forces israéliennes. A titre d'illustration, il a cité les assassinats, les expulsions, le déracinement d'arbres fruitiers ou encore la confiscation de terres agricoles par Israël. Il a réaffirmé la souveraineté du peuple palestinien sur ses ressources. Il a dénoncé la construction en cours d'un mur de séparation qui exproprie 10% des terres palestiniennes, et il a indiqué que 300 paysans palestiniens perdront de ce fait l'accès à leurs terres et à des puits d'eau.

M. HUSSEIN SABAGH (Syrie) a, à son tour, dénoncé les «odieuses» pratiques israéliennes, dont fait partie l'exploitation illégale des ressources naturelles du peuple palestinien et des Arabes du Golan syrien. Dénonçant particulièrement l'extension des colonies de peuplement et la construction d'un mur qui englobe une grande superficie des terres palestiniennes, le représentant a souligné que ce «mur d'apartheid et de racisme» montre clairement les intentions israéliennes qui sont de renforcer sa présence coloniale, en isolant les villes palestiniennes les unes des autres, avec pour finalité d'empêcher la création d'un Etat palestinien souverain et viable. Le gouvernement «de guerre» d'Ariel Sharon, a poursuivi le représentant, prouve chaque jour son mépris du droit international et du droit humanitaire international. Ce gouvernement prouve qu'il est l'ennemi d'une paix juste et globale fondée sur les résolutions pertinentes de l'ONU et sur le principe de la terre contre la paix. Cette paix, a rappelé le représentant, les Arabes l'ont appuyée au Sommet de Beyrouth.

M. MOHAMED FADHEL AYARI (Tunisie) a salué le rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) sur les conséquences économiques et sociales dévastatrices de l'occupation israélienne dans les territoires occupés, qu'il a jugé précieux. Il s'est inquiété de l'aggravation d'une crise qui frappe tout le Moyen-Orient, et des perspectives sombres qui en découlent et qui repoussent l'hypothèse d'un règlement pacifique. Il a déclaré que l'occupation israélienne constituait une violation grave de la quatrième Convention de Genève. A cet égard, il a dénoncé l'ampleur des pratiques répressives, ainsi que les blocages, la destruction de maisons et de biens, les emprisonnements arbitraires, la confiscation ou la destruction de terres agricoles, sans oublier les assassinats extrajudiciaires. Il a également dénoncé la construction d'un mur de séparation, qu'il a qualifié de «mur d'apartheid». Il a souhaité que la Deuxième Commission reste saisie de l'examen des conséquences de l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens, y compris Jérusalem, ainsi que dans les territoires arabes du Golan syrien.

M. SYED SHAHID HUSAIN, qui s'exprimait au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), a rappelé que lors de la dixième session du Sommet islamique, les 16 et 17 octobre derniers, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OCI ont réaffirmé la nécessité de créer un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, et celle de mettre en œuvre toutes les résolutions pertinentes ayant trait à la question du Moyen-Orient. Ils ont appelé le Quatuor à travailler avec assiduité à une paix juste et globale fondée sur la légitimité internationale, les principes de Madrid, l'Initiative arabe de paix, et la Feuille de route. Indiquant que le Sommet a également condamné la politique israélienne dans le Golan arabe syrien occupé, le représentant a réitéré la position de l'OCI sur le mur de séparation qui, a-t-il dit, rogne sur le territoire palestinien en créant une réalité injuste quant au respect des frontières, et en minant la crédibilité des mesures de confiance prônées par la Feuille de route. Le représentant a conclu en appelant à la reprise des négociations et à l'adoption de mesures concrètes, pratiques, et assorties d'un calendrier précis pour la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain avec Jérusalem-Est comme capitale. Il s'est dit convaincu qu'il s'agit là des conditions préalables à une paix durable et à une prospérité, non seulement pour les Palestiniens, mais pour tous les pays de la région.

Droits de réponse

Le représentant d'Israël a regretté qu'une nouvelle fois, la Deuxième Commission soit utilisée comme une plate-forme pour accuser Israël de tous les maux. Il a rejeté le rapport sur les ressources du territoire palestinien comme un document sélectif et partial qui évite toute référence au terrorisme palestinien et aux attentats perpétrés contre les civils israéliens. Tout ce que ce rapport fait, a-t-il tranché, c'est ajouter à la litanie des résolutions défendues par les Palestiniens et les Nations Unies aux dépens d'autres questions fondamentales dont est saisie l'Assemblée générale. Les questions dont parle aujourd'hui la Commission relèvent de négociations bilatérales, et la manière dont elles sont traitées, en cette enceinte, préjugent de l'issue de ces négociations et remet en question les efforts déployés par le Quatuor, a encore estimé le représentant. Le peuple palestinien, a-t-il affirmé, exerce déjà sa souveraineté sur de nombreuses ressources, et les modalités d'exploitation des autres ressources seront décidées au cours de négociations. Compte tenu des événements que connaît la région depuis dix ans, a encore dit le représentant, la clef de l'amélioration des conditions des Palestiniens réside dans la création d'un climat pacifique exempt de violence. Le représentant a ainsi rappelé que les conditions qui prévalaient sur le terrain étaient satisfaisantes avant l'Intifada. Il faut mettre fin, a-t-il souhaité, au terrorisme, et travailler à la reprise du dialogue. Critiquer Israël sans apporter des solutions ne servira à rien. Son peuple étant menacé quotidiennement, Israël fera tout ce qui est en son pouvoir pour le protéger. C'est là l'objet de la légitime défense consacrée par tous les textes internationaux.

Rejetant les accusations de la Syrie, le représentant a réfuté les allégations de racisme portées à l'endroit d'Israël en demandant des détails sur la politique menée par le gouvernement de Damas «qui a conduit au massacre de dizaines de Syriens». Pourquoi la Syrie viole-t-elle la résolution 1373 et souscrit-elle à la menée d'attentats terroristes alors même qu'elle siège au Conseil de sécurité? a-t-il

demandé. La Syrie, a estimé le représentant, est le dernier pays qui puisse invoquer le droit international.

En réponse à ces propos, le représentant de la Syrie s'est demandé si Israël ignore réellement la réalité et les faits, et si ce pays est frappé de cécité au point d'être incapable de comprendre que personne, et encore moins la Deuxième Commission, ne peut adhérer à ses points de vue. Pourquoi, s'est interrogé le représentant, demander un droit de réponse alors que le rapport est clair sur l'horreur d'une occupation caractérisée par des actes barbares? Le représentant d'Israël, a dit le représentant de la Syrie, devrait avoir honte, lui qui représente un gouvernement qui rejette des centaines de résolutions de l'ONU et qui est dirigé par le «grand terroriste» Sharon. C'est Israël, a affirmé le représentant, qui a introduit le concept de la terreur dans la région. Rappelant plusieurs faits historiques, dont l'assassinat du Comte Bernadotte et le massacre de Sabra-et-Chatila, le représentant a dénoncé ce paradoxe qui veut qu'aujourd'hui Israël montre du doigt les actes terroristes. Le vrai terrorisme, c'est l'occupation et le mépris des résolutions du Conseil de sécurité, a déclaré le représentant syrien. Personne ne peut défendre le meurtre de civils, mais il faut chercher les causes de cette violence. La résistance est un droit naturel et un acte légitime dans le cadre de la légitime défense et du droit à lutter contre l'occupation étrangère. Il ne s'agit nullement d'une forme de terrorisme, a souligné le représentant.

Faisant à son tour usage de son droit de réponse, l'Observatrice de la Palestine a regretté que le représentant d'Israël impute au seul terrorisme la raison de la dégradation de la situation dans les territoires occupés. Elle a rappelé que les souffrances du peuple palestinien, telles que dénoncées par le rapport de la CESAO, ne sont pas causées par des catastrophes naturelles, mais bien par une occupation militaire. Elle a rappelé qu'Israël contrôle tous les aspects de la vie économique ou sociale des Palestiniens et que ce pays est le seul responsable de l'augmentation de la pauvreté et du chômage et de la dégradation économique et sociale dans les territoires occupés. Elle a estimé que personne ne pouvait nier ce fait. Tout en dénonçant le terrorisme, elle a déclaré qu'il fallait comprendre que certaines personnes désespérées ne trouvent pas d'autres moyens d'exprimer leur détresse que celui là.

Faisant une nouvelle fois usage de son droit de réponse, le représentant d'Israël, s'est inquiété que l'Observatrice de la Palestine ait donné l'impression de définir le terrorisme comme quelque chose de normal. Il a ensuite rejeté le concept de légitimité et de résistance à l'occupation invoqué par le représentant syrien.

Prenant la parole, le représentant de la République arabe syrienne a cité des chiffres du rapport de la CESAO faisant état de destructions par les Israéliens des réservoirs d'eau dont dépend la vie des Palestiniens.

L'Observatrice de la Palestine a indiqué qu'elle n'avait pas présenté le terrorisme comme quelque chose de normal, mais avait regretté qu'Israël ait systématiquement recours à des interventions standardisées, et tienne toujours le même discours quelles que soient la situation et les circonstances.

MONDIALISATION ET INTERDEPENDANCE

Présentation de rapport

Présentant le rapport sur le **Rôle des Nations Unies en faveur du développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance** (A/58/394), M. SABURLAND KHAN, Directeur de la Division d'appui au Conseil économique et social du Département des affaires économiques et sociales (DESA), a indiqué que ce rapport s'inscrivait dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire (ODM). Il a souligné la nécessité d'une gestion plus efficace de la mondialisation au bénéfice des populations les plus pauvres en vue de parvenir à la réalisation des ODM. Il a mis l'accent sur l'interdépendance croissante entre le commerce,

l'investissement, les technologies, ou encore les migrations, et sur l'élimination de la pauvreté. Passant également en revue la situation de l'économie mondiale, le rapport souligne l'impact négatif du ralentissement des flux financiers internationaux sur le développement des pays en développement, a noté M. Khan. Il nous faut un sérieux effort de mise en œuvre des promesses faites et de mobilisation politique, afin d'inciter chaque partie à respecter ses engagements. M. Khan a présenté les migrations de travailleurs comme une source potentielle de flux financiers vers les pays en développement. A cet égard, il a invité la Deuxième Commission à soutenir la mise en place d'une commission sur les migrations internationales.

* * * *